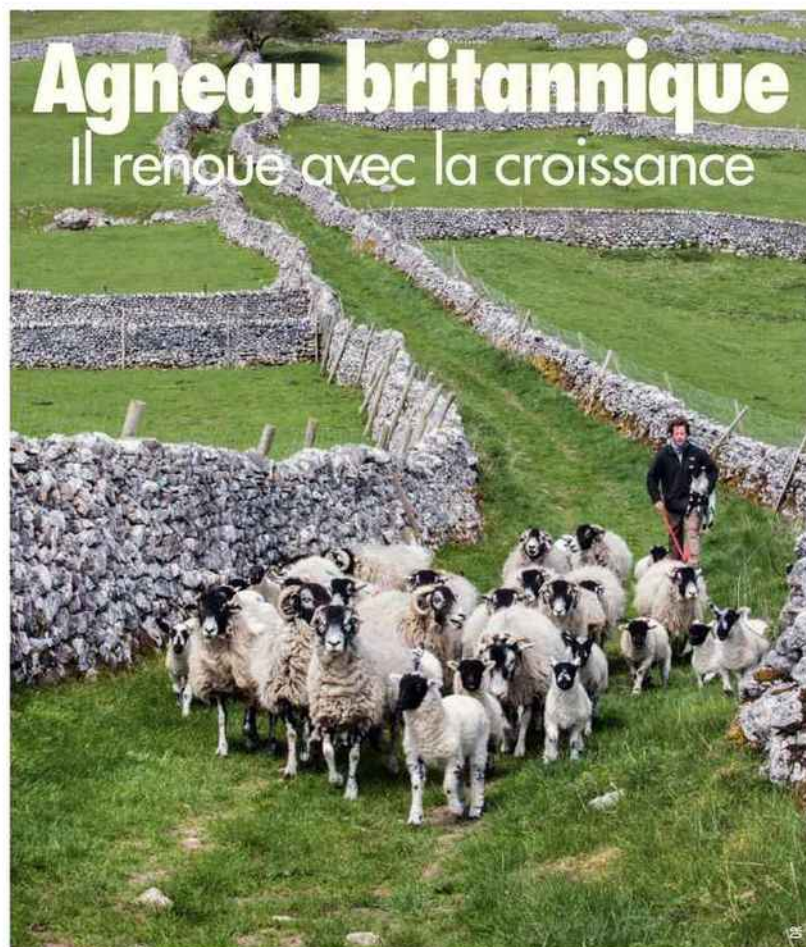




ALIMENTAIRE DOSSIER ■ VIANDE



Pénalisé par le Brexit et la crise sanitaire, l'agneau britannique tire son épingle du jeu grâce à une stratégie gouvernementale favorable aux éleveurs.

L'année 2020 aura bien mal commencé pour l'agneau. Outre-Manche, la baisse de la production associée au recul de la consommation, a ouvert de sombres pronostics. "Si nous avons produit 296 000 tonnes en 2020 et exporté 89 000 tonnes, nous tablons sur une production de 285 000 tonnes pour 2021", révèle Rémi Fourrier, directeur d'AHDB France. En cause, l'incertitude des acheteurs par rapport au Brexit, qui a lourdement impacté le volume des exportations vers la France, mais aussi la crise sanitaire qui a encouragé les pays à limiter les importations d'agneau pour sauver leur propre filière.

Un contexte peu favorable qui a favorisé la hausse du prix de l'agneau...

LE BREXIT CHANGE LA DONNE

Retournement depuis le 24 décembre avec la mise en place du Brexit, incluant de nouvelles modalités de contrôle aux frontières. "Les contrôles douaniers et les services vétérinaires nous obligent à une vigilance extrême et nous devons organiser le contrôle de tous nos produits, poursuit Rémi Fourrier. Si la situation est gérable pour les gros opérateurs, les plus petits doivent s'organiser".

Par ailleurs, la sortie de l'Union européenne bouleverse les campagnes de

communication. Le programme européen baptisé "L'agneau, l'essayer c'est l'adopter", s'achève en mars. "Nous apprécions les résultats vers le printemps, souligne Rémi Fourrier, tout en sachant que le contexte peut être favorable à d'autres partenariats, notamment les coopérations historiques avec la France et l'Irlande".

AIDE GOUVERNEMENTALE

Aujourd'hui débarrassés des contraintes européennes, les opérateurs britanniques devraient progressivement s'adapter. "Nous continuons à proposer notre marque Agneau-St-George, réputée pour la qualité de ses produits. Pour preuve, sa distribution s'est élargie aux franprix", ajoute Rémi Fourrier. Même s'ils n'auront plus l'aide de la PAC, les éleveurs britanniques vont bénéficier durant 7 ans de l'aide gouvernementale en faveur des éleveurs engagés au niveau environnemental. Déjà très en avance sur la qualité de son élevage, la Grande-Bretagne pourra ainsi développer d'autres indicateurs de production. "En termes d'environnement, de bien-être animal ou de qualité du produit, nous allons continuer à améliorer les conditions de nos élevages et communiquer largement sur tous ces critères", conclut le directeur d'AHDB France. ■